

REBRANDINGAFRICA**FORUM**



**ENJEUX ET DÉFIS DES SYSTÈMES FINANCIERS AFRICAINS
FACE AU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE**

50 IDÉES CLÉS

Thierry Hot, Emmanuel Babissagana, Fred Ebongue

Bruxelles, Samori Media Connection, 2018

INTRODUCTION

La quatrième édition du Rebranding Africa Forum (RAF) s'est tenue les 6 et 7 octobre 2017 à Bruxelles et a réuni les compétences les plus pointues, d'Afrique et d'ailleurs, autour du thème « Enjeux et défis des systèmes financiers africains face au dividende démographique ». Cette thématique s'inscrit en droite ligne de l'agenda officiel des Chefs d'Etat et de Gouvernement d'Afrique qui, sous la houlette du Président guinéen Alpha Condé dont le pays était l'invité d'honneur de cette quatrième édition, ont précisément consacré l'année 2017 au thème « Tirer pleinement profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse ».

Le dividende démographique s'entend en effet des avantages économiques susceptibles de résulter d'une phase de la transition démographique durant laquelle l'évolution numérique des différentes classes d'âge conduit à maximiser la proportion des actifs (15-64 ans), source de richesse, et à minimiser concomitamment celle des inactifs source de dépenses (moins de 15 ans et dans certaines circonstances plus de 64 ans). A la vérité, ce bonus démographique ne constitue pas encore un dividende en soi, puisque sa réalisation dépend des investissements stratégiques (massifs et durables) dans quatre domaines clés : i) le planning familial, en vue d'une baisse rapide de la fécondité (nombre d'enfants par femme) ; ii) la santé ; iii) l'éducation (la formation) ; iv) des politiques économiques créatrices d'emplois, et une gouvernance appropriée à même d'attirer le maximum d'investisseurs.

Il en résulte donc que la baisse de la fécondité est la condition primordiale et indispensable de la transition démographique susceptible de conduire à un dividende. Aucun Etat moderne ne s'est développé sans emprunter la trajectoire qu'indique le dividende démographique ainsi caractérisé. Or malgré les efforts réalisés par quelques Etats, l'Afrique, et plus encore l'Afrique au Sud du Sahara, rame aujourd'hui à contre-courant. En cause, un taux de fécondité supérieur à 5 enfants par femme contre une moyenne mondiale de 2,5, une croissance démographique annuelle de 2,5% contre une moyenne mondiale à peine supérieure à 1%, un taux de dépendance (les moins de 15 ans) de 41%, deux à trois fois supérieur à ceux des pays émergents, un taux de contraception de 10 à 20% contre 60% en Asie et en Amérique latine, etc. Avec un tel diagnostic démographique, le pronostic semble évident : l'Afrique va au-devant

d'une dramatique explosion sociale à laquelle il importe de remédier de manière urgente et concertée.

Si la classe politique africaine, réputée avoir jadis eu une sensibilité plutôt cosmétique à la question démographique, semble aujourd'hui unanime pour affronter ce défi, l'opinion et les populations africaines restent quant à elles divisées sur la question, la pomme de discorde portant sur le pilier central du dividende démographique, la réduction de la fécondité. Les réticences à cet égard sont d'ordre culturel certes, mais aussi religieux, idéologique, économique, politique et même scientifique, comme l'indiquent les objections majeures ci-après résumées.

- 1-**La culture africaine, ainsi que les religions monothéistes qui y prévalent, christianisme et islam notamment, valorisent la vie, la solidarité, le partage. S'il y en a pour un, il y en aura pour deux, trois, etc. Et si Dieu nourrit les oiseaux du ciel, a fortiori le fera-t-il pour les êtres humains. L'enfant (le nombre d'enfants) est en outre considéré comme une richesse et une bénédiction, un don de Dieu qu'on ne saurait ni refuser ni empêcher.
- 2-**A contre-courant de la dramatisation ambiante, certains démographes et économistes considèrent que l'Afrique est simplement dans une phase normale de rattrapage démographique, en raison du dépeuplement qu'elle a subi à cause de la traite et de la colonisation. En outre, les multiples fléaux (mortalité infantile, misère, conflits armés, migrations, pandémies, etc.) qui aujourd'hui encore dépeuplent le continent plaident plutôt en faveur d'une natalité soutenue en Afrique.
- 3-**Il en résulterait que le dividende démographique est d'inspiration malthusienne, et vise simplement à priver l'Afrique de ce qui en fait précisément le continent de demain, sa démographie. Toutes les grandes puissances mondiales sont grandement peuplées. Aussi le dividende participe-t-il d'une politique globale d'assignation à résidence des Africains, laquelle serait de plus en plus menacée du fait de la croissance démographique et des migrations qu'elle engendre.
- 4-**La dramatisation des perspectives démographiques africaines est donc davantage idéologique. Car, conformément à la thèse de la pression créatrice, la pression démographique qui s'exercera sur le continent sera par elle-même créatrice de solutions endogènes et

exogènes aux défis qui en résulteront. Il est à cet égard anachronique, à l'heure de la globalisation, de continuer à envisager les défis démographiques comme si les continents vivaient (encore) en vases clos.

- 5-** Avec une densité quatre fois inférieure à celle de l'Asie qui culmine à 160 habitants au km², pour une superficie équivalente, l'Afrique dispose encore de marges de manœuvre démographiques largement suffisantes, moyennant des politiques concertées en la matière.
- 6-** Enfin, au regard de ses innombrables ressources naturelles et de son potentiel humain, ce dont l'Afrique a besoin pour émerger et se développer aujourd'hui, c'est moins de diminuer sa fécondité, que de travailler à une jouissance souveraine de ses ressources, à une gestion et une transformation responsables et concertées de celles-ci en vue de politiques économiques efficaces et équitables, adossées à la recherche constante de la paix et la lutte acharnée contre les fléaux qui minent son essor, corruption, détournements, fuite de capitaux, etc.

Le partenariat avec l'agence onusienne spécialisée sur les questions de population, le Fonds des nations unies pour la population (FNUAP), qui a accompagné la préparation et le déroulement de ce quatrième RAF a permis, à travers des interviews et débats avec les jeunes, si pas de trancher définitivement ce débat, au moins de le clarifier suffisamment et d'en dégager ainsi l'horizon polémique, en apportant notamment à ces objections respectives des réponses pertinentes qui ont permis d'envisager, sur des bases solides, les défis et perspectives du dividende démographique pour l'Afrique.

- 1-** La question de la fécondité est indéniablement liée à des facteurs culturels et religieux qu'il faut prendre en compte, à travers un dialogue et une sensibilisation aux défis actuels et futurs de la natalité, afin que les populations africaines, jusque dans les milieux ruraux, s'approprient culturellement le dividende démographique.
- 2-** Aujourd'hui, l'Afrique compte environ 1,2 milliard d'habitants, le double prévu en 2050, et très probablement, sauf catastrophe majeure, plus de 4 milliards en 2100. La population de l'Afrique s'accroît à un rythme qu'aucune autre grande région du monde n'a connu avant elle. Qui plus est, plus de la moitié de la population (environ 70%) est constituée de jeunes de moins de 35 ans. Cette dynamique démographique est moins due à un effet de rattrapage

qu'au manque de volonté politique des gouvernements africains qui dans les années 1960 et 1970 avaient pour la plupart une attitude pro nataliste, refusant les politiques de planification familiale contrairement à ce qui était observé dans les pays latino-américains et asiatiques qui en tirent aujourd'hui les bénéfices.

- 3-**Le dividende démographique ne vise pas à tout prix la limitation des naissances comme le veut l'approche malthusienne. Il s'agit plutôt d'assurer le bien-être familial en permettant aux couples, par le biais de la planification familiale, d'avoir le nombre d'enfants souhaités et dans des conditions qui garantissent la survie de la femme et de l'enfant, leur épanouissement dans la dignité.
- 4-**Au regard des émeutes de la fin de 2008 qui annoncent les drames démographiques à venir, des migrations de plus en plus meurtrières à l'intérieur et à l'extérieur du continent et des perspectives démographiques sans précédent de l'Afrique, entre autres, la thèse de la pression créatrice paraît davantage aventureuse. La réalité consiste plutôt en ceci que le rapport actuel entre taux de croissance démographique et taux de croissance économique en Afrique bouleverse toutes les perspectives de développement. Plusieurs pays verront en effet leur population doubler dans les vingt prochaines années, la proportion de jeunes de moins de 15 ans, qui constitue une population dépendante et inactive, sera toujours plus importante (plus de 50%) et supérieure à la proportion d'adultes en âge de travailler (15-64 ans). Dans ces conditions, les familles et les gouvernements n'auront jamais les ressources nécessaires pour investir de manière adéquate dans chaque enfant ou adolescent. Quant aux perspectives hors du continent, elles restent pour l'instant difficiles à envisager dans un avenir prévisible, au regard de l'inexorable fermeture des frontières des pays de destination.
- 5-**Il ne s'agit pas ici d'une question de densité ou de quantité, mais plutôt de qualité de la population, laquelle se traduit par la capacité des individus à contribuer au développement socio-économique de leur pays d'une part, et corrélativement par la capacité des gouvernements à répondre aux défis multiples qu'engendre l'explosion démographique, notamment l'emploi des jeunes qui constituent l'immense majorité de notre population. Il s'agit donc non pas d'une question d'espace physique (superficie), mais d'espace vitale ou viable, à travers l'ajustement de la démographie aux ressources vitales disponibles.

6- Il est évident que la question du dividende perdrait relativement de sa pertinence, si l'Afrique pouvait aujourd'hui opérer (ou même amorcer) les révolutions culturelle, morale, mentale, industrielle, technoscientifique, économique, politique, etc. lui permettant de dégager à court ou moyen terme les ressources en vue de relever les défis multiples inhérents à sa croissance démographique. A défaut ou en attendant d'y parvenir, elle n'a d'autre choix que de viser la révolution contraceptive qui la mettra sur la voie du dividende démographique, et lui permettra, à travers les politiques et investissements requis, de gagner jusqu'à 500 milliards de dollars par an pendant 30 ans, selon le FNUAP.

C'est dans le sillage de cette seconde voie que la quatrième édition du RAF a envisagé l'exploration des voies et moyens d'une meilleure articulation entre la démographie africaine, tantôt considérée comme son principal atout, tantôt comme son handicap majeur, et les systèmes financiers africains, régulièrement accusés de ne pas jouer adéquatement leur partition en vue du développement de l'Afrique, et en l'occurrence du dividende démographique. Aussi, les trois panels constitués à cet effet avaient-ils pour objectifs, outre la clarification du débat sus évoqué, la mise en lumière des modalités selon lesquelles, en partenariat avec les États, les systèmes financiers africains pouvaient accompagner les investissements démographiques primaires et secondaires respectivement consacrés au planning familial et à la santé, puis à l'éducation (la formation), la création d'emplois et la bonne gouvernance. Ces quatre domaines ont par ailleurs inspiré les quatre piliers de la feuille de route définis par les chefs d'État africains en vue du dividende, l'emploi et l'entreprenariat, l'éducation et le développement des compétences, la santé et le bien-être, les droits, la gouvernance et l'autonomisation de la jeunesse. Ils constituent le cadre à l'intérieur duquel se sont déroulées les échanges des 6 et 7 octobre derniers à Bruxelles. Aussi, les 50 idées clés que nous avons retenues de ces échanges sont-elles présentées ici suivant quatre axes : santé, formation, économie et politique. La transversalité des thématiques et des enjeux appelle et explique celle de certaines idées clés, d'une édition à l'autre. Celles-ci demeurent, de toute façon, des poteaux indicateurs qui, par définition, portent plus loin, et ailleurs...



L'objectif des idées clés relevées ci-après s'inscrit en droite ligne de la préoccupation sanitaire majeure qui ressort des débats du RAF 2017, à savoir mettre la santé en première ligne des investissements. La santé est en effet la pierre angulaire du développement, au sens où l'essor économique d'un pays dépend avant tout de la qualité de sa population, dont la santé est à la fois le critère fondamental et l'atout primordial.

1 - Faire un diagnostic conforme de l'état sanitaire de chaque pays

L'Afrique souffre de manière générale de l'absence ou du déficit de données fiables, à même d'orienter des politiques appropriées, intelligentes et efficaces. Le secteur de la santé ne fait malheureusement pas exception. C'est l'un des défis primordiaux à relever par chaque État afin de pouvoir établir un diagnostic global et conforme des problèmes de santé en Afrique, et en l'occurrence, pour mieux comprendre et faire comprendre les liens de causalité entre l'autonomisation des femmes, la promotion des droits en matière de santé sexuelle et reproductive d'une part, et le développement économique et social d'autre part.

2 - Mettre sur pied des politiques de santé appropriées

Selon les statistiques disponibles, l'Afrique continue de détenir, de loin, le taux de mortalité le plus élevé au monde (15/1000). Ce record témoigne de l'inadéquation et de l'inefficacité relative des politiques de santé sur le continent, lorsqu'elles existent. Et pour cause, au premier chef, notamment en Afrique subsaharienne, l'insuffisance du diagnostic en la matière. Des données fiables et une volonté politique ferme permettront de dessiner des cartes sanitaires conformes à la réalité, et par ce biais de mettre sur pied des politiques à la mesure des défis révélés, à divers niveaux, tant en amont qu'en aval des problèmes de santé.

3 - Créer des coalitions africaines pour la santé

L'état sanitaire du continent exige d'agir vite et de manière concertée, aucun État ne pouvant à lui seul faire face à l'ampleur des défis structurels et infrastructurels à relever. D'où l'idée de coalitions régionales qui permettraient de remédier à la dispersion actuelle des efforts et des ressources, et de les affecter de manière coordonnée, plus intelligente et plus efficace. On pourrait mieux répondre aux attentes multiformes dans le secteur, créer des plateformes sanitaires de haut niveau qui draineraient les énormes ressources investies en évacuations sanitaires et autres soins à l'étranger. En outre, ces coalitions créeraient durablement de nombreux cercles vertueux, et renforceraient notamment le pouvoir de négociation avec les firmes pour une plus grande pression sur les prix, l'augmentation de la production et un meilleur accès aux médicaments génériques, aux soins de santé, l'amélioration des chaînes d'approvisionnement, etc.

4 - Mobiliser le secteur privé

Le succès des coalitions régionales pour la santé en Afrique passe nécessairement par la mobilisation du secteur privé. Il revient aux États de créer le cadre et les conditions favorables à l'afflux des investissements privés dans ce secteur. Des concertations et partenariats ad hoc public-privé, par exemple, permettraient de mobiliser davantage et sur le long terme des ressources locales. La mobilisation des capitaux locaux est à la fois un gage d'autonomie et de stabilité, mais aussi un signe de confiance et donc un facteur d'attractivité pour les investisseurs étrangers dont les capitaux permettraient d'accélérer les progrès sanitaires du continent, et par ce biais son essor économique. Il en résulterait ainsi des perspectives socio-économiques propices à la capture du dividende démographique.

5 - Développer des mécanismes innovants de financement de la santé

Il s'agit pour l'Etat de créer des concertations tripartites, avec le secteur financier et les populations concernées, pour mettre en place des mécanismes de financement, d'assurance-santé en phase avec le pouvoir d'achat des populations locales, leurs cultures ou habitudes médicales, les risques sanitaires propres à chaque région, etc. Des coopératives de santé ou encore des tontines, qui souvent comportent un volet assistance, pourraient ainsi être des lieux d'inspiration en vue de la mise sur pied de financements et de couvertures sanitaires graduels et diversifiés sur le continent.

6 - Former et déployer de manière équitable les agents de santé

Dans la quête d'émergence sanitaire du continent, la formation des agents de santé occupe une place primordiale. Il en est autant de leur déploiement approprié sur le terrain, notamment en zones rurales où se concentrent les populations les plus démunies et les plus vulnérables. A cet égard, les données disponibles appellent d'elles-mêmes une réaction urgente, notamment pour l'Afrique subsaharienne qui est un désert médical, avec seulement 1 médecin pour 5.000 habitants, 170 écoles médicales (derniers chiffres disponibles) sur tout le continent avec de fortes disparités selon les régions (2015). Les inégalités sont également fortes entre les pays.

7 - Investir davantage dans le planning familial

Les inégalités sanitaires observées en Afrique commencent au berceau, dès la naissance, selon qu'on naît dans des familles capables d'assurer les soins nécessaires à la croissance ou pas. Malgré les progrès significatifs réalisés par certains Etats africains, qui ont conduit à une diminution de 30% de la mortalité maternelle, l'Afrique demeure à la traîne sur ce plan. Pour atteindre les performances sanitaires des pays d'Amérique latine et d'Asie et ainsi leurs niveaux de développement, les pays africains doivent augmenter leurs investissements et leur soutien politique en faveur de la planification familiale volontaire, ce qui permettra d'accélérer leur transition démographique, de réduire les taux de fécondité et de transformer la structure par âge de la population. La maîtrise de la fécondité est en effet la condition primordiale et indispensable pour amorcer la transition démographique en vue du dividende.

8 - Développer davantage la sensibilisation et les moyens de prévention contre les MST

Les maladies sexuellement transmissibles (MST), notamment le SIDA, constituent un frein de plus sur la route du dividende démographique. Elles déciment la jeunesse africaine, privent le continent de ses jeunes cadres dynamiques, des forces vives susceptibles de catalyser son développement. Elles plongent ainsi de nombreuses familles dans la misère, engendrent de nombreux orphelins, toutes choses qui en l'occurrence augmentent le taux de dépendance et souvent celui de la délinquance, entre autres, et finissent ainsi par endiguer l'essor socio-économique de nos pays. L'amélioration relative des traitements ainsi que celle de l'accès aux soins n'empêchent pas l'Afrique de continuer à avoir le taux de prévalence le plus élevé avec 25 millions de malades du SIDA en 2017 sur un total de 36,7 millions, ainsi que les 2/3 des nouvelles infections. Le continent doit par conséquent intensifier ses campagnes de sensibilisation et augmenter sensiblement les moyens consacrés à la prévention et au traitement, notamment dans les pays les plus touchés.

9 - Intensifier le plaidoyer auprès des décideurs politiques africains

Autant que la sensibilisation auprès des populations, le plaidoyer auprès des décideurs politiques africains par la société civile notamment constitue un des leviers majeurs en vue du dividende démographique. A titre d'exemple, il a permis d'élaborer et de mettre en œuvre, avec l'appui de partenaires au développement, des initiatives régionales telles que le projet SWEDD (Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend) sur l'autonomisation des femmes et le dividende démographique qui couvre le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, et qui vise à accélérer la transition démographique dans cette région à travers le renforcement du pouvoir économique des adolescentes et des femmes et l'amélioration de leur accès aux services de santé de la reproduction. Une initiative qui doit en inspirer d'autres sur le continent■

FORMATION



Plusieurs intervenants l'ont une fois de plus répété, la carence de compétences est l'obstacle majeur aux politiques de développement de l'Afrique, dans tous les domaines. Le continent dépense chaque année 4 milliards de dollars en frais d'expertise étrangère. Cette tendance doit être inversée. Avec son innombrable jeunesse, l'Afrique a potentiellement le plus grand capital humain au monde, à condition de consacrer les investissements nécessaires à la formation et à la valorisation de ce capital. La formation est à la fois l'or gris et le nouveau baril de pétrole dans lequel l'Afrique doit massivement investir, car il ne périt pas et structure l'économie du savoir sans lequel nous ne pouvons rien faire. Six métiers sur 10 à venir n'étant pas encore connus, il importe en outre d'investir opportunément dans la formation de manière à préparer nos jeunes à la résilience et aux défis de demain, sous peine de voir ce formidable potentiel se transformer en poudrière. Les investissements effectués aujourd'hui pour la jeunesse, et notamment sa formation, détermineront la trajectoire du développement de l'Afrique pour les 50 prochaines années. Les idées clés retenues ici, à l'issue du RAF, en indiquent les modalités principales et les défis, sans prétention d'exhaustivité.

10 - Assurer une éducation de base de qualité à tous les jeunes

C'est l'Afrique subsaharienne qui concentre les difficultés majeures sur le plan de l'éducation de base, et reste à la traîne par rapport aux

autres régions du monde. Malgré les efforts réalisés ces dernières années, et les budgets importants consacrés de manière générale à l'éducation (5% du PIB) et des taux bruts de scolarisation en apparence très élevés, l'éducation de base en Afrique subsaharienne demeure qualitativement très faible. Les disparités persistantes portent notamment sur la question du genre, le lieu de résidence, le handicap, les infrastructures inexistantes ou obsolètes, des effectifs pléthoriques, le déficit d'enseignants qualifiés, etc. L'on estime ainsi à 34 millions le nombre d'enfants de 6 à 11 ans non scolarisés, et dans la même tranche, plus de 6 millions d'enfants abandonnent chaque année l'école. L'incidence sur le secondaire est patente, à l'exception d'une poignée de pays, ¼ seulement de jeunes de 15-18 ans sont scolarisés, dont moins de 30% terminent le premier cycle, et moins de 15% parviennent jusqu'au second cycle. L'Afrique subsaharienne doit donc d'urgence mobiliser davantage de fonds pour remédier à ce déficit criard de scolarisation qui est source de nombreux maux, et un obstacle majeur sur la route du dividende démographique.

11 - Former et déployer davantage d'enseignants en milieu rural

La formation d'enseignants qualifiés et leur déploiement dans les zones rurales, plus peuplées et plus démunies, couplée à la construction d'infrastructures adaptées, constituent des préalables pour surmonter les problèmes de scolarisation en Afrique, et plus particulièrement en Afrique subsaharienne. Mais ces préalables seront difficiles à réaliser si la pression démographique continue de s'accroître, car ils exigeraient davantage de moyens dont nos pays ne disposent malheureusement pas. Lorsque l'on a par exemple dans une commune 300 naissances par jour, il faudrait pratiquement créer une école chaque jour. La diminution de la pression démographique, à défaut d'une augmentation conséquente des budgets consacrés à l'éducation, constitue par conséquent un élément majeur de l'équation éducative à résoudre sur le continent.

12 - Construire la résilience des jeunes

Le marché de l'emploi est de plus en plus flexible et évolutif, 85% des emplois à venir ne sont pas encore connus. Il importe par conséquent de préparer dès à présent les jeunes Africains à plus de résilience, d'aménager l'autoroute de la formation de manière à y créer des passerelles leur permettant de s'adapter et d'exercer au besoin plusieurs métiers dans leur vie, en fonction de la conjoncture. Le développement de l'esprit d'entreprise, du numérique, des compétences informatiques, des formations professionnelles

diversifiées, créatrices de services, ajusté aux ressources disponibles et au marché de l'emploi, constituent à cet égard des priorités incontournables. En termes d'investissements sur ces plans, le rapport avec l'Asie est de 1/10 ; voilà pourquoi ce continent parvient à absorber l'important stock de main d'œuvre disponible. Ce rapport doit être amélioré, l'Afrique doit investir dans la résilience de sa jeunesse, sous peine de voir cet atout se transformer en véritable bombe aux effets explosifs incommensurables.

13 - Créer un choc de compétence

L'un des obstacles majeurs à l'emploi des jeunes est le déficit ou l'absence de compétences, notamment au plan technique. D'où l'idée de s'attaquer sans délai, mais graduellement, au déficit criard en matière de formation technique et professionnelle. Créer à cet effet un choc de compétence, c'est mettre sur pieds des programmes de formation accélérés qui en trois ou six mois, permettraient à la jeunesse africaine d'acquérir des compétences techniques et professionnelles directement opérationnelles et demandées sur le marché du travail. En plus de diminuer la masse de dépendants en vue du dividende démographique, ce choc ferait en outre sortir nos jeunes de l'oisiveté, des mains ténébreuses des vendeurs d'illusions migratoires, et de la séduction pseudo paradisiaque des marchands de la mort terroriste, etc.

14 - Développer des partenariats public-privé pour l'éducation et la formation

Le secteur privé peut ici jouer un rôle essentiel. L'éducation privée en Afrique c'est 15% en moyenne, contre des taux moyens de 27 % en Asie, en Inde notamment. Cette proportion peut et doit être améliorée. Pour ce faire, il revient aux Etats de créer des incitations et des cadres appropriés pour attirer davantage d'acteurs et d'investisseurs dans l'éducation et la formation, susciter des vocations tant d'éducateurs, de formateurs que « d'industriels de la formation », notamment dans le domaine de la formation technique et professionnelle.

15 - Promouvoir les « universités inversées »

Education, formation et marché forment en réalité un système lié, et appellent par conséquent une approche concertée, cohérente et prospective, pour une affectation intelligente des ressources disponibles. Le développement de partenariats public-privé est ainsi tout à la fois naturel et indispensable, aussi bien en amont qu'en aval des questions d'éducation et de formation. C'est cet esprit qui sous-tend le développement encore embryonnaire des universités inversées sur le continent. Selon ce concept, ce n'est plus l'université

ou l'école qui met à la disposition des entreprises des jeunes formés, mais ce sont plutôt les entreprises qui déterminent les profils requis et le type de formation souhaitée, et mettent ensuite à la disposition des universités des candidats sélectionnés aux fins de formation. Le développement de ce concept sur le continent sera naturellement fonction de la création d'entreprises.

16 - Prioriser la formation et la recherche dans les secteurs clés

Les secteurs clés à développer en vue de l'essor économique du continent aujourd'hui sont pour l'essentiel connus, l'agro-industrie, les services, la transformation des ressources naturelles, ou encore le numérique, etc. Le développement de la recherche et de la formation dans ces domaines catalysera la productivité tant sur le plan qualitatif que quantitatif, augmentera les rentrées financières, et améliorera la chaîne de valeur et la compétitivité économique de l'Afrique. Il est indispensable et urgent que l'Afrique se donne suffisamment de moyens et crée les synergies et partenariats appropriés pour investir dans ces secteurs clés ; il y va de son autonomie et de son développement économique.

17 - Encourager et soutenir financièrement l'innovation

Le développement économique nécessaire à la maîtrise de la croissance démographique africaine passe également par la création d'emplois nouveaux et décents, en vue d'absorber l'importante main d'œuvre disponible et sans cesse croissante. C'est en ce sens que l'innovation, dans tous les secteurs clés notamment, s'avère cruciale. Il est urgent de l'encourager et de la financer. C'est le sens du prix de l'innovation décerné par le Rebranding Africa Forum en 2017 au projet Restore Water lancé par de jeunes Béninois. Ce projet vise à remédier aux pollutions diverses engendrées par l'envahissement de la jacinthe d'eau. Seize personnes travaillent en amont sur ce projet, et un millier en aval, essentiellement des femmes (85%). Elles collectent la jacinthe qui envahit les eaux, laquelle sert ensuite à la production d'une fibre qui absorbe 17% d'hydrocarbure, contre 10% pour les absorbants actuels.

18 - Développer les quatre ingénieries fondamentales

Il s'agit pour l'Afrique de conjuguer la règle dite des 4 i :

- ingénieries de formation ; le continent est appelé à vivre un fait inédit dans les 30 prochaines années, l'arrivée d'un milliard et demi de citoyens ; les États ne pourront plus continuer à sous-traiter les services et la satisfaction des besoins immenses qui en résulteront ;

il faudra et il faut dès à présent anticiper les formations qui seront nécessaires pour apporter des réponses avant tout endogènes aux défis multiformes qui pointent à l'horizon : l'emploi, le logement, l'alimentation, l'eau, l'électricité, etc. L'innovation et l'anticipation sont à cet égard vitales.

- ingénierie financière et monétaire ; on ne pourra également plus continuer, indéfiniment, la sous-traitance financière et monétaire ; il faudra davantage développer l'ingénierie y afférente, sortir des sentiers battus, créer et dynamiser un marché financier et monétaire local, adossée à une gouvernance plus intelligente et plus inclusive des ressources disponibles, en vue d'une plus grande autonomie économique et politique du continent. Sans souveraineté monétaire et financière, les vœux d'émergence demeureront pieux, et la croissance démographique sera fatalement encore plus dramatique.

-ingénierie des futurs africains, c'est de la prospective africaine dont il est ici question ; elle ne saurait indéfiniment rester l'apanage des institutions de Brettons Woods, du G8, du Club de Paris, des fonds spéculatifs, ou encore des puissances étrangères, etc. On ne saurait continuer à mimer un avenir pensé et voulu ailleurs sans nous et in fine contre nous. Que l'Afrique mette enfin ces nombreux cerveaux disponibles et volontaires à contribution pour se projeter par et pour elle-même, dans un avenir pensé et voulu par et pour elle-même ! Des illustres prédécesseurs comme Cheikh Anta Diop et d'autres panafricanistes bien connus ont indiqué, au prix de leur vie pour certains, les voies à suivre. Il importe aujourd'hui de s'en inspirer, de créer le ou les cadres pour s'y ressourcer et déterminer les trajectoires à suivre pour répondre aux défis actuels et à venir que nous promet notre croissance démographique ; ce serait en outre un bel hommage à ceux qui ont versé leur sang pour la liberté et la prospérité auxquelles nous aspirons.

-ingénierie juridique et normative ; elle prolonge et encadre les trois précédentes ; l'Afrique ne peut authentiquement envisager son développement, définir des partenariats appropriés à partir des normes voulues par et pour d'autres. Le droit, nous ne devons jamais l'oublier, est un rapport de force, politique, idéologique, économique, mais aussi réflexif. Le déficit de réflexion, ainsi que les faiblesses idéologiques, économiques et politiques nous obligent bien souvent à subir les normes internationales. Celui qui détermine la norme tient la souveraineté. Il importe donc à l'Afrique de créer suffisamment de synergies, aux plans réflexif et idéologique également, et pas seulement politique et économique, pour pouvoir peser sur la

détermination des normes qui régissent ses rapports extérieurs. Il faudra enfin de compte se doter, conjointement, des moyens pour retenir les cerveaux ainsi formés.

19 – Faire une place de choix à la culture et à l'histoire dans la formation

La culture est la matrice de tout développement endogène et durable. Des siècles d'esclavage, de colonisation et de néo-colonisation ont fortement aliéné les peuples africains qui peinent à retrouver leurs repères culturels, et sont bien souvent condamnés à mimer les manières d'être, de faire, de penser des autres. Aucune indépendance véritable ne peut en résulter. A l'heure où les nécessités de la survie font passer la culture pour un luxe, nos dirigeants doivent prendre la mesure du caractère structurant et fondateur des investissements dans la promotion et la restauration de nos manières d'être, de faire, de penser, etc., dont nos programmes de formation doivent être le reflet et assurer la pérennité, selon des modalités à inventer. Il en est de même de la connaissance et de l'enseignement de notre histoire, qui lèvera bien de complexes et libérera des énergies captives du défaitisme, en montrant la grandeur de notre passé, qui ne saurait se réduire ni à l'esclavage ni à la colonisation. Les jeunes Africains auront alors des repères indispensables, autres que ceux de notre domination actuelle, d'où ils pourront s'inspirer pour reconquérir notre grandeur d'antan, ou envisager de manière plus sereine et avisée de nouvelles perspectives de développement.

20 – Promouvoir et rendre obligatoire l'apprentissage des langues locales

L'inexorable disparition des langues africaines est à un tel point que l'ONU en est à s'inquiéter. La langue, on le sait, est l'expression et le produit d'une vision du monde. Oublier ou mépriser sa langue, c'est donc ignorer ses repères existentiels passés, présents et fatalement futurs. Mieux la connaître et étudier dans sa langue, c'est mieux maîtriser ces repères, et mieux envisager les perspectives d'émancipation que nous explorons en vain, à travers des visions exogènes du monde et de notre être-au-monde. Il est en conséquence de la responsabilité fondamentale des dirigeants politiques africains d'assurer la promotion de nos langues et de rendre leur apprentissage autant que possible obligatoire au niveau primaire, notamment en milieu urbain où le mal est plus profond, de manière à remédier à la chaîne d'aliénations qu'engendre l'aliénation linguistique■



Le défi majeur au plan économique est celui de la création d'emplois pour absorber l'abondante main d'œuvre disponible sur le continent. Selon l'Organisation internationale du travail, l'Afrique crée annuellement à peine 3 millions d'emplois, alors que 10 à 12 millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail. Comment remédier à ce décalage ? Quels secteurs viser prioritairement et quels leviers activer à cet effet ? Comment les systèmes financiers africains (banques, assurances, bourses, fonds, etc.) peuvent-ils y contribuer de manière optimale ? Telles sont les préoccupations qui ont animé les panélistes du RAF, et dont les idées clés ici retenues résument la substance des échanges.

21 - Cibler les principaux créneaux porteurs et à forte demande de main d'œuvre

La forte croissance économique africaine est pour l'heure alimentée essentiellement par l'extraction et l'exportation des ressources naturelles, des secteurs qui absorbent très peu de main d'œuvre locale. Or selon l'OIT, il va falloir créer 122 millions d'emplois en

Afrique d'ici 10 ans, pour absorber l'afflux de jeunes qui entreront sur le marché du travail, et éviter que cet afflux ne se transforme en poudrière. Aussi est-il nécessaire pour l'Afrique de se donner les moyens humains et techniques de transformer avant exportation ses ressources naturelles, ce qui augmentera le taux d'emploi et les revenus financiers. D'autres secteurs, comme celui des services qui pèse en moyenne 1/3 du PIB en Afrique, sont également à développer. Il pourrait à terme devenir le plus grand pourvoyeur d'emplois en Afrique, comme c'est le cas en Europe. Il en est de même de l'agriculture, premier pourvoyeur d'emplois en Afrique, dont l'industrialisation et les formations y afférentes ont également vocation à booster les revenus et l'emploi. C'est entre autres dans ces secteurs, avec en toile de fond le développement du numérique, que les investisseurs, y compris les Etats, doivent davantage se mobiliser, en raison de leur énorme potentiel et de leur importance stratégique.

22 - Investir davantage dans l'agro-industrie

Le secteur agricole est le premier à cibler et à investir. Avec 1000 milliards de chiffre d'affaires en perspective, l'agrobusiness est un secteur riche en opportunités. Faute d'une prise en main conséquente, l'Afrique débourse annuellement 50 milliards de dollars rien qu'en importation de denrées alimentaires. Le décollage agro-industriel de l'Afrique est en outre indispensable pour améliorer la productivité et augmenter conséquemment les rentrées financières, résoudre les problèmes de famine et leurs conséquences multiples, puis enfin anticiper la satisfaction de l'explosion des besoins alimentaires qu'engendrera à moyen terme le milliard et demi d'Africains supplémentaires attendus. Sans le décollage de ce secteur, la transition démographique espérée se transformera simplement en tragédie humanitaire aux conséquences incommensurables.

23 - Maximiser et rationaliser l'exploitation des terres agricoles

L'Afrique détient aujourd'hui 60% des terres arables dans le monde. Seulement 25% de ces terres sont aujourd'hui exploitées. Quid des 75% restants ? Le défi aujourd'hui est donc de maximiser en la rationalisant l'exploitation de ce potentiel agricole. Organiser nos pays en zones agricoles, financer la recherche et la formation pour l'exploitation maximale du potentiel de chaque région agricole, légiférer pour sécuriser d'une part l'investissement, mais aussi garantir et sécuriser l'approvisionnement local, et éviter ainsi l'affectation des terres à la satisfaction de besoins extérieurs au détriment des locaux, organiser davantage les producteurs en coopérative pour

peser sur les prix des semences et autres intrants, les encourager dans la mesure du possible par des subventions sur des produits ciblés, rendre attractif le métier d'agriculteur par des incitants appropriés et des campagnes publicitaires pour faire naître des vocations d'entrepreneurs agricoles, créer les conditions et le cadre d'un accompagnement financier ou bancaire de ces entrepreneurs agricoles, etc. Autant de mesures et d'initiatives à prendre dans le cadre d'un partenariat public-privé ambitieux et multiforme, en vue d'optimiser l'exploitation de notre patrimoine agricole et d'assurer notre autonomie alimentaire, proportionnellement à notre croissance démographique.

24 - Structurer et améliorer la chaîne de valeur

Produire, transformer, consommer permet d'accroître la chaîne de valeur et de faire travailler le maximum de personnes. C'est pourquoi il importe de structurer la chaîne de valeur, depuis la semence jusqu'à l'exportation, en passant par la production, la conservation, la transformation et la distribution. Il faut également organiser et au besoin créer des modalités de financement adaptées à chaque étape de la chaîne, puis créer des synergies entre Etats producteurs pour peser sur la détermination des prix : il est inacceptable que la valeur des produits africains soit négociée essentiellement sur des bourses étrangères.

25 - Saisir les opportunités du marché des services

Les services en Afrique souffrent généralement d'un déficit de quantité et de qualité à la fois. Les transports, les télécommunications, la banque, les assurances, la formation, la santé, la construction, la maintenance, la logistique, le juridique, la mode, le bien-être, etc. sont autant de services encore peu développés sur le continent et qui, des plus informels aux plus formels, représentent d'énormes opportunités pour les investisseurs du monde entier. C'est aussi une source potentielle de revenus financiers colossaux, à condition que les Etats créent les conditions de leur attractivité et de leur développement, à travers les formations requises et les incitants appropriés.

26 - Investir dans les infrastructures

Tout ou presque reste à réaliser et à développer sur le plan des infrastructures en Afrique. Routes, ponts, chemins de fer, réseaux de télécommunications, transports, institutions sanitaires, etc. sont des infrastructures qui requièrent des ressources longues et demeurent généralement embryonnaires sur le continent. Elles représentent

en conséquence d'importantes opportunités économiques à saisir, en partenariat avec les Etats. Ces opportunités sont d'autant plus importantes que la forte croissance démographique augmentera proportionnellement les besoins en infrastructures.

27 - Diversifier les économies africaines

La diversification est vitale pour assurer la résilience et la compétitivité des économies africaines, dans un contexte global où la spéculation financière affecte pratiquement tous les secteurs de l'économie mondiale. Cette diversification est d'autant plus vitale que la spéculation affecte davantage les économies extraverties comme les nôtres. La diversité des ressources disponibles sur le continent et leurs potentiels économiques respectifs appellent et garantissent la diversification des investissements et leur rentabilité. Elles créent davantage de compétences et d'emplois, et préparent en outre la résilience de l'abondante main d'œuvre à venir.

28 - Amplifier et sécuriser le marché domestique

La diversification des économies africaines a également vocation amplifier et sécuriser le marché domestique de chaque État, en liant prioritairement les investissements et la production à la demande locale qui ira sans cesse grandissante, au regard de la croissance démographique de l'Afrique. Celle-ci assurera à terme un marché intérieur fort et relativement autonome. Mais en attendant, il revient à chaque État de prendre des mesures idoines pour protéger des secteurs clés de son économie, notamment face à l'impitoyable concurrence étrangère.

29 - Lever les barrières commerciales

Pour parvenir à organiser un marché intérieur fort et compétitif, les Etats africains doivent lever les barrières commerciales, créer un marché unique, seule voie pour résister à la concurrence étrangère largement subventionnée et mieux outillée. La création embryonnaire d'une zone de libre-échange doit par conséquent être accélérée, il y va de l'intérêt de tous et de chacun. Les acteurs économiques locaux doivent également s'organiser pour peser sur l'aboutissement de ce projet qui élargira conséquemment leur champ d'action et leurs marges bénéficiaires.

30 - Harmoniser la fiscalité

La viabilité d'une zone de libre-échange requiert l'harmonisation préalable d'un certain nombre de règles commerciales et financières, sous peine de déstabilisation ou de désorganisation commerciale

générale. Il en est ainsi primordialement de la fiscalité, qui doit impérativement précéder l'ouverture commerciale, sous peine de déboucher sur une concurrence fiscale qui entravera tous les efforts d'unification du marché.

31 - Développer des systèmes financiers innovants et inclusifs

L'objectif ici est de trouver comment financer des économies dominées à 80-90 % par le secteur informel, par des activités rurales et à risque comme l'agriculture, et par des jeunes hommes et femmes sans garanties financières. Comment accompagner financièrement cette jeunesse et en faire le fer de lance du dividende démographique ? Tel est le défi majeur auquel tous les acteurs économiques, l'Etat en premier, doivent répondre, de manière concertée, pour plus d'efficacité. La création des banques nationales de l'agriculture, des agences de promotion de l'investissement agricole, dont l'agrément ouvre la voie au financement par les institutions bancaires, sont des initiatives exemplaires à développer et à généraliser sur le continent. Elles doivent en inspirer d'autres dans différents secteurs d'activité pour les rendre financièrement attractives ou moins risquées.

32 - Inventer des modèles et des solutions endogènes

Le défi majeur pour l'Afrique ici est en réalité de réinventer en quelque sorte la banque, par et pour elle-même, au regard de ses traditions et spécificités socio-économiques, et des défis multiformes qu'elle doit plus que jamais relever, à cause de ses perspectives démographiques. Le secteur bancaire actuel ne parvient pas à remplir sa mission d'intermédiation, à cause de taux d'intérêt très élevés qui rendent onéreux le recours au crédit, tant pour les particuliers que pour les entreprises. Il s'apparente à une greffe qui peine à restaurer, soutenir ou activer la fonctionnalité des économies africaines. Or celles-ci ont besoin de systèmes financiers fonctionnels et inclusifs qui viendront soutenir leur croissance et leur transition démographique, en vue du dividende. A cet effet, les systèmes de microfinance, par exemple, doivent être encouragés, mieux organisés et soutenus par les gouvernements et les partenaires au développement dans les zones rurales, plus exposées aux problèmes de financement. Les coopératives agricoles et financières doivent également bénéficier du même soutien et de la même promotion pour booster l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes notamment.

33 - Développer la méso-finance

A cheval entre les secteurs de la banque et de la microfinance, la méso-finance se présente comme l'outil le plus approprié pour répondre aux besoins spécifiques des PME. Elle comble ce gap, appelé Missing Middle symbolisé par l'absence d'offres et de structures financières susceptibles de répondre aux besoins des classes moyennes, d'entrepreneurs et de dirigeants de PME émergents de plus en plus nombreux sur le continent. Ici également, la création par les Etats d'incitants fiscaux et la promotion des fonds de garanties, par exemple, couplées à une meilleure formation financière des jeunes entrepreneurs en vue de rendre bancables leurs projets, ont vocation à dynamiser le secteur de la méso-finance et ainsi le financement des PME.

34 - Catalyser le passage de l'informel au formel

Les Etats africains ne peuvent indéfiniment miser sur les financements extérieurs pour assurer leur essor économique, alors que dans le même temps, ils se privent d'incommensurables recettes fiscales en raison de la prépondérance de l'économie informelle qui domine l'activité économique à 80% en moyenne, et 90% dans certains pays. Demain nous serons plus de deux milliards, et après-demain plus de quatre milliards, ces perspectives démographiques n'autorisent aucun dilettantisme économique, elles s'accroissent assez mal du désordre économique. Aussi les Etats africains doivent-ils impérativement mettre sur pied des outils et des incitations appropriées à chaque secteur d'activité, pour assurer progressivement cette transition vitale de l'informel vers le formel.

35 - Respecter des engagements économiques nationaux et internationaux

À Maputo en 2003 chaque Etat africain s'était engagé à consacrer au moins 10% du budget à l'agriculture, ce qui n'est toujours pas fait. Il est inutile de se doter de tant de feuilles de route, de plans d'action, d'agendas à moyen et long termes, etc., si leur mise en œuvre est chaque fois renvoyée aux calendes grecques. Il y va de la crédibilité, de la prévisibilité et de l'attractivité économiques des pays africains, et de la capacité, en l'occurrence, des Etats à respecter la feuille de route de l'Union africaine sur le dividende démographique.

36 - Harmoniser croissance économique et souci écologique

Il est inadmissible que des Etats africains continuent de monnayer ou de subir le dépôt de déchets les plus toxiques provenant de l'étranger. On ne peut accepter d'être le déversoir chimique et nucléaire du monde, exposer des milliards d'Africains, et notamment notre jeunesse à toutes sortes de pollutions et de maladies incurables, tout en nourrissant le désir d'émergence. La préservation de l'environnement ou le souci écologique doit agir comme principe de limitation de la croissance économique. Il s'agit ainsi d'assurer la durabilité de l'activité économique, de garantir la santé de chaque Africain et ainsi le dynamisme économique des générations présentes et à venir. Cela n'est pas négociable, l'Afrique doit se donner les moyens de protéger son environnement. Nous avons par ailleurs à adopter de nouveaux modes de consommation et de production qui préservent notre espace vital. De leur côté, les Etats doivent encourager, par le biais d'incitants appropriés, le développement d'activités économiques vertes. Le business vert est en pleine croissance ; les investisseurs africains, qui bénéficient des atouts naturels incomparables du continent, doivent saisir les opportunités multiples et à fort potentiel de croissance dans ce secteur.

37 – Investir dans le secteur touristique

L'Afrique dispose d'un capital naturel touristique incomparable à préserver absolument, du fait de sa diversité tant au niveau de la flore, de la faune, du relief que du climat, avec en prime le soleil en abondance et une diversité culturelle immense à découvrir. Or l'Afrique demeure à la traîne au plan touristique, à cause d'un déficit d'investissements dans les services de qualité, les infrastructures routières et hôtelières notamment. Notre continent accueille à peine 5 % des touristes dans le monde. Même si la tendance est à la hausse au fil des années, notamment du fait des investissements étrangers, il importe que les investisseurs locaux et les Etats africains accélèrent les investissements dans ce secteur qui dispose d'un immense potentiel de croissance, et ne représente aujourd'hui que 7% des emplois sur le continent. Ce pourcentage pourrait significativement augmenter et contribuer à l'absorption de l'abondante main d'œuvre disponible, moyennant les investissements et les formations requis.

38 - Redistribuer équitablement les fruits de la croissance

La forte croissance économique qu'a connue l'Afrique ces dernières années est réputée avoir malheureusement eu peu d'effets sur l'augmentation du pouvoir d'achat des populations. Les causes en sont certes multiples, et en l'occurrence la croissance démographique qui absorbe les gains de croissance économique. Mais il y a également, entre autres, des problèmes endémiques de corruption, de détournement de fonds publics, de leur accaparement par une minorité, de mal-gouvernance économique, etc. Il est urgent d'y remédier pour assurer une croissance inclusive et équitable, qui améliorera le pouvoir d'achat de chaque Africain, augmentera la consommation interne et dynamisera in fine l'activité économique.

39 - Miser sur les jeunes et les femmes

Le fait que l'un des puissants slogans du Fonds des nations unies pour la population soit « Pas un pas sans les jeunes », ne relève pas du hasard. Les jeunes et les femmes constituent en effet des piliers essentiels du dividende démographique pour l'Afrique. Le continent n'amorcera la transition démographique qui y mène qu'à condition de diminuer leur vulnérabilité et leur taux de dépendance. Jeunes et femmes ont et sont des atouts majeurs pour autant que soient créées les conditions favorables au déploiement de leur potentiel. Leur volonté d'émancipation, leur désir de connaître des lendemains meilleurs ainsi que leur dynamisme économique sont connus et reconnus. En l'occurrence le taux de recouvrement des prêts faits aux femmes est supérieur à celui des hommes. Il est par ailleurs établi que la diminution des discriminations à l'embauche contre les femmes augmente de 25% la productivité. Elles réinvestissent en outre 90 % de leurs revenus dans le ménage, contre 35 % pour les hommes. Aussi est-il nécessaire qu'en partenariat avec les Etats qui doivent créer les incitations à l'emploi, à la formation et l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, les investisseurs et institutions financières misent davantage sur eux■



Le préalable au plan politique, c'est une perception intégrale et approfondie des défis inhérents et corrélés aux perspectives démographiques du continent (aux plans alimentaire, sanitaire, éducatif, professionnel, politique, économique, culturel, technoscientifique, environnemental, etc.) ; puis une vision globale claire des solutions à y apporter, déclinée sous la forme d'objectifs précis, de méthodes appropriées et de moyens conséquents pour les réaliser à temps. C'est en outre au niveau politique que doivent s'effectuer la mobilisation de toutes les parties prenantes, l'articulation et la coordination des efforts dans chaque domaine, de manière à ce que chacun et chaque secteur d'activité prenne toute sa part dans le processus global de transformation structurelle devant conduire l'Afrique à la capture du dividende démographique. Les idées clés ici déclinées sont l'expression et la traduction de ces défis politiques.

40 - Inscrire le dividende démographique à l'ordre du jour du débat public

La réduction de la fécondité, étape indispensable sur la voie du dividende démographique, ne va pas de soi dans un environnement culturel, religieux, idéologique, économique et même scientifique africain marqué plutôt par la valorisation de la vie, les enfants étant à la fois perçus comme une bénédiction et une richesse. Les objections à cet égard font par ailleurs valoir, on l'a relevé en introduction, le fait que l'Afrique a toutes les ressources naturelles dont le monde a besoin, et que si elle les gérait de façon autonome, transparente et équitable, elle n'aurait pas besoin de réduire sa fécondité, et disposerait de suffisamment de moyens pour relever les multiples défis inhérents à sa croissance démographique. Ces

objections, parmi tant d'autres, indiquent l'ampleur des réticences d'ordre culturel, religieux, idéologique, économique voire scientifique qu'il faudrait surmonter en vue d'une authentique appropriation du dividende par les populations africaines, seul gage de succès des politiques y afférentes. Un débat public et incluant toutes les couches de la population, tant en ville qu'en milieu rural, sous des formes à inventer, est donc indispensable. Il évitera, en outre, de donner l'impression aux populations de subir un diktat extérieur destiné à les priver de leur principale richesse.

41 - Développer de véritables politiques démographiques

S'étant eux-mêmes convaincus et ayant convaincu leurs populations de ce que le dividende vise moins à réduire leur fécondité qu'à ajuster celle-ci aux moyens dont elles disposent pour gérer les défis multiples qui en résultent, les dirigeants africains disposeront alors de la base nécessaire à l'érection de véritables politiques démographiques. L'enjeu, maximiser le taux des actifs entre 15 et 64 ans, à travers des investissements structurants dans la récolte des données démographiques (recensement des populations), les politiques de planning familial, d'éducation, de santé, de formation, de création d'emplois, etc., afin d'assurer et maintenir la viabilité sociale, économique, politique, écologique, des pays africains.

42 - Impliquer les jeunes dans la réflexion et les prises de décisions

Les jeunes constituent la cible en même temps que la clé en vue de la capture du dividende démographique par l'Afrique. Ce sont eux qu'il faut convaincre, pour l'essentiel, de s'approprier culturellement, idéologiquement, économiquement, ou encore scientifiquement la visée du dividende. Il est donc irréaliste d'envisager des politiques y afférentes sans les impliquer à tous les niveaux de réflexion, y compris de décision, à moins de restreindre par la loi la fécondité. Mais une telle perspective requiert l'assentiment d'une majorité de la population, qui en l'occurrence, pour l'Afrique, est plutôt constituée à plus de 60% de jeunes. Difficile donc de faire sans eux. Aussi faut-il envisager des modes de concertation, créer des cadres de réflexion et de codécision, aussi bien en amont qu'en aval des politiques et des campagnes de sensibilisation relatives au dividende démographique.

43 - Promouvoir la démocratie

L'implication des jeunes ci-dessus relevée participe également de l'exigence de promouvoir et d'affermir la démocratie sur le continent. Dans son ouvrage *La démocratie des autres*, le prix Nobel d'économie Amartya Sen constate qu'aucune démocratie ne souffre de famine.

L'une des raisons avancées est la responsabilité des élus devant leurs électeurs, l'exigence de rendre des comptes et donc de répondre, au besoin anticipativement, à leurs besoins. Ce constat, à lui seul, indique l'urgence d'affermir la démocratie sur le continent, avec pour point de départ l'organisation d'élections libres, transparentes et équitables, la mise sur pied de commissions électorales autonomes et dont les décisions soient souveraines et définitives.

44 - Exiger la bonne gouvernance politique et économique

Le plus gros problème de gouvernance politique et économique dans nos pays est celui de l'aliénation, sous des formes multiples, des ressources naturelles, financières et in fine humaines. Contrats ou concessions d'exploitation des ressources naturelles déséquilibrés, flous et inéquitables, corruption, détournements de fonds publics, accaparement des richesses par une minorité issue de l'inamovible parti au pouvoir, népotisme, évasion et complicité d'évasion fiscale, fuite et complicité de fuite de capitaux, etc., autant de maux qui privent le continent d'incommensurables rentrées financières et poussent en fin de compte le peu de cerveaux dont il dispose à l'exil économique. La promotion de la démocratie donnera ainsi aux populations le pouvoir d'exiger de leurs dirigeants, sous peine d'éviction, qu'ils remédient à ces maux dont l'éradication est indispensable en vue de la capture du dividende démographique.

45 - Promouvoir la décentralisation et l'alternance

L'éradication des maux qui endiguent l'essor économique et politique de nos pays passe en fin de compte, au plan politique, par la promotion de la décentralisation et de l'alternance politique. La décentralisation a une double vertu, elle rapproche l'administration des administrés, les responsables de leurs censeurs, les élus de leurs électeurs, accentuant ainsi, par la proximité, l'exigence de responsabilité et de résultats concrets. Il en résulte, seconde vertu, un développement inclusif de nos pays, la création de pôles de développement partout, et non plus seulement autour des grandes métropoles. Quant à l'alternance politique, plutôt rare sur le continent, elle permettra, outre le renouvellement des personnes, des allégeances et réseaux de corruption y relatifs, celui des idées, des politiques, des perspectives de développement en vue du dividende démographique.

46 - Développer la coopération Sud-Sud

L'enjeu ici est celui de l'intégration, régionale puis continentale, en vue d'unir sectoriellement les énormes ressources nécessaires aux

investissements structurels et infrastructurels qu'exige la capture du dividende. Il s'agit donc d'ouvrir le continent à lui-même en priorité, afin qu'il soit son propre centre, dans un monde qui se ferme inexorablement à lui. L'unité politique a vocation à augmenter le poids de l'Afrique dans la défense de ses intérêts sur la scène internationale, et à dynamiser au plan intérieur les principaux leviers de la transition sociale et économique que nous visons.

47 - Promouvoir les droits de l'Homme et spécifiquement ceux des femmes

La promotion des droits de l'Homme est la garantie des progrès de la démocratie sur le continent, l'assurance que nos populations pourront remplir leur devoir de vigilance, de sanction, de sélection et de renouvellement à l'égard de leurs dirigeants en toute quiétude. La protection des personnes les plus vulnérables, en l'occurrence les femmes, est à cet égard d'une importance capitale. Il importe d'éradiquer toutes les discriminations dont elles sont victimes, au niveau de la scolarisation, de l'emploi, du mariage (les mariages forcés et précoces qui doivent être éradiqués). Les mariages et naissances précoces constituent en effet la raison principale pour laquelle les jeunes filles en milieux ruraux sortent de l'école prématurément. Deux années de plus dans le secondaire retardent d'une année celle du mariage des filles. Nos Etats doivent donc impérativement lutter de manière efficace contre les mariages précoces et forcés qui constituent un obstacle majeur à l'éducation, à la formation, et augmentent la dépendance des jeunes filles. Pour cela il faut leur permettre d'être plus autonomes et d'avoir plus facilement accès aux services de santé de la reproduction. Au bout du compte, l'éradication de ces discriminations augmentera de 25 % le taux d'activité et de productivité de nos jeunes.

48 - Relever le défi écologique

L'enjeu ici est d'assurer et garantir les conditions pour un développement politique, économique, culturel, social et humain durable. Le droit à un environnement sain et durablement viable ne devrait pas être négociable, encore moins en Afrique où nous souffrons du déficit de moyens pour faire face à la chaîne de conséquences désastreuses de la dégradation de l'environnement : changement climatique, sécheresse/inondations, famine, migrations, conflits, réfugiés climatiques, morts, etc. Une personne déménage chaque seconde pour des raisons climatiques, soit plus de 19 millions par an, et 250 millions par an d'ici 2050 si des politiques ne sont mises en place pour y remédier. Depuis le mois d'août, nous consommons plus que la capacité de la planète à se régénérer,

ce qui signifie que nous mettons chaque jour davantage en péril la planète sur laquelle nous vivons et par ce biais l'humanité elle-même. Les prévisions indiquent que toute une partie du continent va brûler à cause de la sécheresse. Déjà aujourd'hui, un Africain meurt toutes les 30 secondes à cause de la pollution. La forte croissance démographique a également un impact sur les écosystèmes et les ressources naturelles. Elle a une influence avérée sur la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau et en énergie. Les politiques pour y remédier auront certes un coût, mais elles seront également créatrices d'emplois, de nouveaux métiers, et boosteront l'économie verte. (Nous renvoyons ici au Raf 2018 qui sera consacré à l'économie verte).

49 - Juguler les conflits armés

Dans la série des conséquences liées au changement climatique, figurent désormais les conflits dits verts, dont la progression suivra celle de la dégradation de l'environnement. Leur intensité sera encore plus grande en Afrique, où les conséquences de cette dégradation sont plus graves. Ces conflits viendront s'ajouter aux nombreux autres conflits armés, pour la conquête et le contrôle des ressources naturelles notamment, qui continuent d'ensanglanter le continent et d'endiguer ses politiques de développement, en l'occurrence celles en vue du dividende démographique. Il est urgent de s'attaquer à leurs causes sociales, démographiques, économiques, politiques, environnementales, etc.

50 - Mettre sur pieds des politiques de développement ambitieuses et inclusives

L'inflation de programmes, de feuilles de route ou encore d'agendas politiques en vue de relever les défis relevés tout au long des lignes qui précèdent reste pour l'instant sans résultats perceptibles, à la mesure des attentes. Aussi est-il urgent pour nos Etats de mettre sur pied d'ambitieux politiques de développement crédibles, déterminées par les défis que leur imposent en l'occurrence le présent et l'avenir démographiques du continent, et adossées sur la diversité et l'immensité de leurs potentiels respectifs, ainsi que les partenariats intelligents qu'ils appellent à divers niveaux, compétences, ressources financières domestiques et extérieures, appuis techniques, etc. La force et la réussite de l'Afrique, sur la voie du développement et particulièrement du dividende démographique, seront avant tout le résultat des efforts menés par chaque Etat en particulier au niveau des quatre piliers de ce dernier, la santé, l'éducation, l'économie et la politique■

NOTE FINALE

Les 50 idées clés que nous avons choisi de vous présenter ici à l'issue du RAF 2017 comportent des défis certes ambitieux, mais à notre portée. Investir massivement dans notre plus grande ressource, le capital humain, est la clé principale qui nous permettra de créer ou d'inventer l'avenir de l'Afrique, faute de quoi nous ou nos enfants devront le subir tel que d'autres l'auront voulu et construit à notre place, dans leur seul intérêt.

Nos perspectives démographiques ne laissent en effet aucune partie du monde indifférente. Seulement 17% de la population mondiale aujourd'hui, l'Afrique est appelée à représenter 40 % de cette population à l'horizon 2100, si sa croissance démographique actuelle se maintient. Les uns s'en inquiètent en effet, à raison, et se proposent de nous aider à désamorcer l'explosion démographique qu'indiquent ces perspectives ; certains essaient de nous imposer leurs solutions, tandis que d'autres se préparent à saisir les innombrables opportunités qui en découleront en termes de marchés tous azimuts. A nous, particulièrement à nos dirigeants, de pouvoir rester au centre du jeu pour définir nos priorités, nouer les partenariats opportuns et appropriés, et mener des politiques efficaces, à la hauteur des enjeux et défis actuels et futurs qu'impliquent nos perspectives démographiques.

La quatrième édition du RAF s'est voulue, à cet égard, un lieu de réflexion, de partage, de propositions de solutions en vue de permettre à l'Afrique de réaliser le dividende démographique de manière méthodique, concertée et appropriée. Si nous y parvenons, avec 40% de la population mondiale en 2100, notre continent sera à même de reprendre son destin en main et d'imposer, in fine, ses choix au reste du monde. Il importe pour cela que les engagements pris par les Etats dans le cadre de la feuille de route de l'Union africaine sur le dividende démographique soient mis en œuvre, et les promesses tenues. Chaque Etat africain doit en effet se doter d'une feuille de route nationale sur le dividende démographique inspirée de la feuille de route continentale, en s'appuyant sur les données issues de son profil pays sur le dividende démographique et prises en compte dans ses plans et programmes de développement.

La question du dividende est cependant loin d'être de la seule responsabilité des dirigeants politiques. Elle ne saurait non plus être réduite à une équation économique, car dans les questions de fécondité (du nombre d'enfants) qui doivent impérativement être adressées en vue de l'indispensable transition menant au dividende démographique, les éléments culturels, traditionnels, religieux, sont parfois plus déterminants. La capture du dividende par le continent dépend donc de l'engagement de tous les acteurs du développement,

prioritairement les systèmes financiers africains, mais aussi de l'implication de toutes les composantes sociales, aussi bien en ville qu'en campagne. Le dialogue avec toutes ces composantes, dans le respect des convictions et des traditions des uns et des autres, constitue le cadre le plus indiqué pour faire passer le message du dividende et amener les populations africaines à se l'approprier progressivement et durablement. Tant qu'elles percevront le discours sur le dividende comme une mode ou un diktat venu d'ailleurs, celui-ci restera sans effet sur leur choix en matière de fécondité. C'est pourquoi la jeunesse africaine doit ici faire l'objet de toutes les attentions et de toutes les priorités, car c'est elle qui assurera la démographie de demain et devra créer la prospérité nécessaire pour relever les défis inhérents et corrélés à celle-ci. Investir dans la santé de nos jeunes, leur épargner des mariages forcés et des grossesses précoces ou non désirées, leur assurer une éducation et une formation de qualité afin qu'ils puissent créer et trouver des emplois décents, mener des politiques justes, équitables et créatrices d'emplois, entre autres, sont de ces initiatives et actions prioritaires à entreprendre en vue de transformer cette donne sociale en formidable levier de développement.

Seul, aucun Etat ne peut dégager les ressources nécessaires pour y parvenir. La capture du dividende par l'Afrique va donc de pair avec l'intégration économique et politique du continent. Nos perspectives démographiques nous offrent en effet l'opportunité de constituer un marché fort et relativement autonome, qui nous libérera de la tutelle économique et financière des spéculateurs de tous bords qui prospèrent sur nos faiblesses et nos divisions. Le dividende nous offre à cet égard l'opportunité de maîtriser la quantité puis d'améliorer la qualité de notre population, d'augmenter son pouvoir d'achat, de manière à ce que l'Afrique puisse devenir son propre centre économique et commercial. C'est une formidable opportunité qui requiert des synergies au plus haut niveau, politique en l'occurrence. L'ouverture amorcée des marchés africains doit dès lors se poursuivre et se consolider, en même temps que l'amélioration de nos capacités de production et l'adaptation de nos priorités en la matière. Car il est incongru d'ouvrir les marchés africains les uns aux autres, si cela ne sert qu'à faciliter la circulation et la consommation des produits venus d'ailleurs. La concertation et les partenariats régionaux, puis à l'échelle du continent, doivent par conséquent davantage se développer. Seuls, certains Etats africains peuvent aller vite, mais ensemble, nous irons plus loin, ont rappelé à cet égard les experts du Raf.

C'est dans cette optique, en vue de créer des synergies nécessaires à une meilleure exploitation du potentiel et des ressources du continent qu'à l'issue du RAF 2017, rendez-vous a été pris les 5 et 6 octobre 2018 à Ouagadougou, au Burkina Faso, pour la cinquième édition du RAF, autour du thème Défis et opportunités de l'économie verte en Afrique■

L'AFRIQUE AU CŒUR DE L'INFO MONDIALE



NOTRE AFRIK

- 📍 **Le magazine qui offre** une nouvelle grille d'analyse et de lecture du continent
- 📍 **Plus de repères** sur cette Afrique qui bouge et gagne
- 📍 **Un regard visionnaire** sur l'Afrique d'aujourd'hui et de demain



www.notreafrik.com



ecire@notreafrik.com



[@NotreAfrik](https://twitter.com/NotreAfrik)



[NotreAfrik](https://www.facebook.com/NotreAfrik)

La version digitale est disponible sur :





REBRANDING
AFRICA FORUM